
Rapport du Président sur une proposition de don au titre du guichet mondial en faveur du secteur privé (Rabo Partnerships) pour le programme Écosystème financier inclusif pour la transformation des systèmes alimentaires

Numéro du projet: 2000005159

Cote du document: EB 2024/143/R.10

Point de l'ordre du jour: 3 a) ii) a)

Date: 13 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 15.

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org

Daniel Anavitarte
Spécialiste régional
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: d.anavitarte@ifad.org

Rapport du Président sur une proposition de don au titre du guichet mondial en faveur du secteur privé (Rabo Partnerships) pour le programme Écosystème financier inclusif pour la transformation des systèmes alimentaires

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA sur les dons ordinaires

1. Le don pour le programme « Écosystème financier inclusif pour la transformation des systèmes alimentaires » vise à remédier au problème crucial de l'insuffisance des financements destinés aux petits exploitants agricoles dans les régions en développement. Ces derniers ont des difficultés à accéder aux fonds dont ils ont besoin pour améliorer leur productivité, adopter des pratiques durables et intégrer les filières agricoles.
2. Les banques nationales de développement sont bien placées pour mobiliser des ressources et associer les différentes parties prenantes à la création d'un écosystème financier qui appuiera les petits exploitants agricoles. Nombre d'entre elles ne disposent toutefois pas des capacités nécessaires pour développer des instruments financiers novateurs adaptés aux petits exploitants ruraux. Elles opèrent au sein d'un écosystème financier inclusif¹ plus large, qui fait notamment intervenir des organismes gouvernementaux, des entités du secteur privé, des organisations paysannes et des organisations internationales, et doivent renforcer leur collaboration avec d'autres acteurs de cet écosystème afin d'améliorer l'efficacité de leurs interventions financières et d'obtenir un impact à long terme.
3. Ce programme vise à donner aux banques nationales de développement d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'à celles d'Asie et du Pacifique, les moyens de fournir des services financiers performants qui répondent aux besoins spécifiques des petits exploitants agricoles, tout en tirant parti de leur capacité à orienter les capitaux publics et privés vers la transformation des zones rurales. Le don porte sur la systématisation des meilleures pratiques, la promotion des partenariats, le pilotage de solutions financières innovantes dans les pays sélectionnés, et la diffusion des connaissances afin d'accroître l'impact à l'échelle mondiale.
4. Le programme proposé, qui promeut le financement de systèmes alimentaires inclusifs et résilients par le secteur privé, est conforme aux objectifs de la Stratégie de collaboration du FIDA avec le secteur privé (2019-2024). Le don facilitera le déploiement d'instruments financiers conçus pour attirer les investissements du secteur privé au profit des groupes cibles du FIDA, notamment les petits exploitants agricoles, les entrepreneuses et les jeunes. Il vise également à réduire les risques liés aux investissements dans les petites entreprises ne disposant que de peu d'actifs ou d'antécédents de crédit, telles que les petites et moyennes entreprises (PME) rurales et les petits exploitants agricoles.
5. Le programme proposé est également en adéquation avec la finalité et les objectifs énoncés dans la Politique sur les dons ordinaires du FIDA (2021)². Conformément au deuxième objectif stratégique de la Politique, il favorise la mise en place d'un cadre d'action et d'un contexte d'investissement porteurs pour l'agriculture paysanne et le développement rural. L'une de ses principales contributions est celle qu'il apporte au volet « Partenariats » de la Politique. En encourageant la

¹ L'écosystème financier inclusif comprend les banques nationales de développement, les institutions gouvernementales, les institutions financières, les fonds d'investissement, les banques commerciales/sociales/rurales, les coopératives de crédit, les institutions de microfinance, les organisations paysannes, les entreprises travaillant avec les petits producteurs, et les acteurs de la coopération internationale, dont le FIDA.

² Voir le document EB 2021/132/R.3.

collaboration entre les banques nationales de développement et d'autres acteurs de l'écosystème financier inclusif, le programme vise à améliorer l'accès des communautés rurales aux services financiers et à mobiliser des ressources pour soutenir les petits exploitants. De plus, il concourt au volet « Politiques et investissements » en renforçant la capacité des banques nationales de développement à fournir des produits financiers adaptés aux besoins des petits exploitants agricoles, ce qui contribuera à créer un environnement plus favorable à l'investissement dans la finance rurale. Par ailleurs, le don contribue au volet « Savoirs » en encourageant l'échange et la diffusion de meilleures pratiques et de solutions financières novatrices dans les différentes régions.

6. Le bénéficiaire a été sélectionné par voie de mise en concurrence. Sept institutions ayant une expertise avérée dans la promotion de partenariats au sein de l'écosystème financier inclusif ont été invitées à soumettre des propositions. Parmi les quatre candidatures reçues, celle de Rabo Partnerships a été retenue par l'équipe chargée de procéder à l'évaluation des dossiers, laquelle est présidée par un spécialiste des marchés et des filières, composée de deux spécialistes techniques des divisions Amérique latine et Caraïbes (LAC) et Asie et Pacifique (APR) et d'un spécialiste du secteur privé, et placée sous la supervision d'un spécialiste en passation des marchés. Le Président du Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques a ensuite approuvé l'entrée dans la réserve le 13 septembre 2024.

II. Le programme proposé

7. L'objectif général du programme est de renforcer les initiatives innovantes et fondées sur des données probantes qui augmenteront et amélioreront les possibilités de financement qui s'offrent aux petits exploitants agricoles dans les pays ciblés. Les objectifs sont les suivants: i) explorer et systématiser les modèles, les instruments financiers et les expériences mis en place par les banques nationales de développement pour financer les petits exploitants agricoles; ii) promouvoir le dialogue et la coopération entre les banques nationales de développement et les autres acteurs de l'écosystème financier inclusif et encourager la collaboration afin de mettre au point des solutions financières innovantes et de définir des possibilités de cofinancement; iii) mettre au point une boîte à outils pour aider les banques nationales de développement et les autres acteurs de l'écosystème financier inclusif à promouvoir des idées de projets, des partenariats et des solutions de financement mixte pour répondre aux difficultés couramment rencontrées par les petits exploitants ruraux; iv) mettre à l'essai deux solutions financières afin d'expérimenter des modèles de financement répondant aux besoins des petits exploitants; v) élargir la transmission et l'échange de connaissances entre les banques nationales de développement et d'autres acteurs de l'écosystème financier inclusif afin de faciliter la diffusion des meilleures pratiques, des modèles de financement novateurs et des enseignements tirés d'initiatives pilotes.
8. Le programme se concentrera sur neuf pays présélectionnés des régions LAC et APR, à savoir: le Bangladesh, la Colombie, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, l'Inde, le Mexique, le Pakistan, les Philippines et le Viet Nam. À la fin de la phase de démarrage du programme, six pays cibles (trois de la région LAC et trois de la région APR) seront sélectionnés par le bénéficiaire du don et le FIDA. Le programme cible trois groupes principaux dans les pays sélectionnés: i) les banques nationales de développement qui recevront des informations et des conseils pratiques pour établir des partenariats et mettre au point des solutions financières innovantes adaptées visant à soutenir les petits exploitants agricoles et améliorer leur inclusion financière; ii) d'autres acteurs de l'écosystème financier inclusif qui auront la possibilité de participer à des partenariats innovants, de partager des ressources et de développer conjointement des solutions financières; iii) les petits exploitants ruraux qui bénéficieront de solutions financières

améliorées et adaptées à leurs besoins. Ces solutions fourniront aux petits exploitants un meilleur accès au crédit, ce qui leur permettra d'investir dans des techniques qui accroissent la productivité et d'adopter des pratiques climato-compatibles, et contribuera à terme à l'amélioration de leurs moyens d'existence.

9. Le programme suivra une approche progressive et sera exécuté sur une période de deux ans. Il sera articulé autour des composantes suivantes: i) la phase de démarrage, qui jettera les bases du programme en procédant à une analyse complète des problèmes dans neuf pays cibles grâce à des recherches documentaires et à des entretiens avec les parties prenantes, l'objectif étant de comprendre l'écosystème financier, de répertorier les lacunes et de préparer le terrain pour les interventions; ii) la phase de conception de la solution, qui consistera à recenser et à adapter les meilleures pratiques des banques nationales de développement, puis à mettre au point une boîte à outils sur mesure regroupant des solutions financières innovantes et des meilleures pratiques qui permettront de répondre à des enjeux spécifiques dans six pays sélectionnés; iii) la phase d'exécution, qui permettra de perfectionner la boîte à outils en l'adaptant au contexte spécifique de chaque pays et de faire en sorte que les parties prenantes appuient son adoption; cette phase comprendra également la sélection de deux pays pour l'expérimentation de solutions financières et fournira des informations qui serviront à améliorer les modèles en vue de leur reproduction à plus grande échelle et d'interventions futures; iv) la phase de diffusion qui consistera à finaliser et à partager la boîte à outils, à organiser des ateliers de formation et des conférences dans les régions à l'intention des parties prenantes des banques nationales de développement et d'autres acteurs de l'écosystème financier, et à diffuser les résultats afin d'assurer un impact à long terme et un échange de connaissances durable dans les différents pays.

III. Effets directs et produits escomptés

10. On attend de ce programme les effets directs/produits suivants: i) la systématisation des expériences et des meilleures pratiques, afin de recenser les interventions réussies en matière de financement des petits exploitants agricoles par les banques nationales de développement; ii) l'élaboration d'une boîte à outils axée sur les défis les plus pressants et les possibilités pour les banques nationales de développement et d'autres acteurs de l'écosystème financier inclusif de proposer des solutions adaptées aux besoins des petits exploitants agricoles ruraux; iii) la constitution d'une réserve d'interventions par la définition, au moyen de la boîte à outils, de projets potentiels qui permettraient d'améliorer les contributions des banques nationales de développement à l'inclusion financière rurale; iv) la mise à l'essai dans les pays sélectionnés de deux solutions financières en vue de déterminer leur faisabilité, de les améliorer en fonction du retour d'information et de les reproduire à plus grande échelle; v) le renforcement du dialogue et de la collaboration entre les acteurs de l'écosystème financier inclusif pour améliorer le financement et l'appui apporté aux petits exploitants agricoles dans les zones rurales grâce à des initiatives conjointes; vi) une mise en commun des informations facilitée par des rapports et des ateliers d'échange de connaissances, ainsi que par l'hébergement et la diffusion de supports de partage des connaissances sur la Plateforme des banques publiques de développement agricole pour des systèmes alimentaires verts et inclusifs (plateforme Agri-PDB)³.

³ La [Plateforme des banques publiques de développement pour des systèmes alimentaires verts et inclusifs](#), dirigée par le FIDA avec l'appui de l'Agence française de développement, est une initiative de collaboration qui rassemble plus de 134 banques publiques de développement agricole issues de 96 pays. Elle sert de forum pour l'échange des meilleures pratiques entre ces banques et œuvre collectivement à la promotion d'un changement porteur de transformation dans les systèmes alimentaires. La plateforme facilite des discussions sur des sujets tels que l'agroécologie, la transition numérique, l'aide aux petites et moyennes entreprises, le financement de l'adaptation aux changements climatiques, la mesure de l'impact environnemental et social et le renforcement des capacités, dans le but de renforcer la capacité des banques membres à investir dans l'agriculture durable et les systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques.

IV. Modalités d'exécution

11. Rabo Partnerships sera le bénéficiaire du don et l'organisme d'exécution du programme. Aucun sous-bénéficiaire n'a été identifié ou n'est prévu dans le cadre de ce programme. Pour l'exécuter dans les pays ciblés, Rabo Partnerships travaillera en étroite collaboration avec l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement et l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique, qui apporteront leur expertise régionale et contribueront à l'établissement de partenariats avec les banques nationales de développement dans leurs régions respectives. Un protocole d'accord formel précisant les rôles et responsabilités spécifiques de chaque partenaire sera conclu entre Rabo Partnerships et l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement et l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique. Les équipes de pays du FIDA joueront un rôle d'appui en veillant à la conformité avec les stratégies des pays, en facilitant l'accès aux parties prenantes nationales et en assurant la coordination avec les projets et initiatives en cours du FIDA dans les pays ciblés.
12. Rabo Partnerships sera responsable de la gestion administrative et financière globale du programme et gèrera les systèmes de comptabilité, de contrôle interne et d'archivage du programme. Une unité de gestion de projet sera mise en place, et comprendra deux responsables de projet et deux directeurs ou directrices de projet pour les régions LAC et APR, respectivement. Cette unité de gestion sera épaulée par deux équipes de Rabo Partnerships, chargées des finances et du contrôle interne pour la première, et de l'appui aux entreprises pour la seconde. De plus, des experts internes de la Rabobank seront recrutés en tant que consultants pour les différentes composantes afin d'assurer le bon fonctionnement de l'unité de gestion.
13. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit ne sont pas conformes aux procédures standard: en vertu de l'article 2:396 du code civil néerlandais, Rabo Partnerships n'est pas tenue de présenter ses états financiers institutionnels. Rabo Partnerships fournira une opinion d'audit distincte sur les états des dépenses présentés au FIDA.

V. Coût et financement indicatifs du projet

14. Le coût total du projet s'élève à 1,5 million d'USD (tableau 1). Le projet sera financé par: i) un don du FIDA de 1,2 million d'USD (80% du coût total du programme); ii) un cofinancement de Rabo Partnerships, sous la forme d'une contribution en nature de 300 000 USD (20%).

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Rabo Partnerships</i>	<i>Total</i>
1. Composante 1: phase de démarrage	106	19	125
2. Composante 2: phase de conception de la solution	147	61	208
3. Composante 3: phase d'exécution	473	173	646
4. Composante 4: phase de diffusion	199	47	246
5. Coûts de gestion du projet	275	-	275
Total	1 200	300	1 500

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Rabo Partnerships</i>	<i>Total</i>
1. Services de consultants	481	300	781
2. Salaires, traitements et indemnités	190	-	190
3. Commission de gestion du FIDA	85	-	85
4. Salaires, traitements et indemnités	359	-	359
5. Ateliers	85	-	85
Total	1 200	300	1 500

VI. Recommandation

15. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme « Écosystème financier inclusif pour la transformation des systèmes agroalimentaires » accordera un don d'un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) à Rabo Partnerships pour une période de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Foster innovative and evidence-based projects that will expand and improve financial opportunities for small-scale farmers through the empowerment of NDBs.	Pilots conducted in 2 countries to implement and test the toolkit. 1 pilot in LAC and 1 in APR	Pilot project report	The toolkit providing a solid foundation to implement pilots in 2 countries. Willingness of the 2 selected NDB to adopt the solutions proposed.
Objectives	Strengthen NDBs' capacities to deliver effective financial services that meet the specific needs of small-scale farmers. This will be achieved through: (i) systemizing best practices in rural finance, (ii) fostering partnerships with other IFE actors, (iii) developing a toolkit, tailored to 6 NDBs, (iv) piloting the development of innovative financial instruments in 2 selected countries, (v) disseminating tools and knowledge gained through the project to other NDBs and FIs	NDBs declare their capacities to deliver effective financial services for small-scale farmers are strengthened.	Pilot project report, toolkit, case study documents, survey at regional roundtables	Use of effective and accessible communication channels to widely disseminate knowledge materials to relevant stakeholders, including NDBs, Financial Institutions, governmental organizations, and other IFE actors.
Outcomes	Outcome C1. Experiences and best practices of NDBs funding small scale farmers systematized and readily available.	Systematization of best practices	Systematizing document	Sufficient availability of information about NDBs & other IFE actors and fruitful interactions with IFE actors & NDBs in selected countries.
		Inception phase: 9 NDBs selected for research, 6 NDBs – 3 in LAC and 3 in APR - selected for development of the toolkit and regional roundtables.	Research document	Sufficient availability of information about NDBs & other IFE actors and willingness of NDBs in selected countries to participate and share experiences.
	Outcome C2: Country actors in the IFE increased their dialogue and collaboration for benefiting and financing small scale farmers.	Toolkit developed and being used by 6 NDBs	Toolkit	Key actors in the IFE will actively collaborate and align their strategies towards inclusive rural finance.
	Outcome C3: Soft pipeline of interventions developed	Based on the outcomes of Execution phase, potential future interventions and projects are identified.	Interventions recommendation report	A successfully completed execution phase and comprehensive pilot evaluation report are key to develop the soft pipeline of interventions.
	Outcome C4: NDBs information exchange facilitated through knowledge-Sharing Reports and Workshops	Knowledge dissemination facilitated via multiple channels.	Reports on knowledge-sharing events Documentation uploaded at Agri-PDB platform	Effective collaboration with IFE actors to create and disseminate knowledge.
Key activities by component	A1.1: Conduct problem analysis and interviews in 9 target countries	Consultations with relevant stakeholders Interviews with NDBs conducted	Summary report of consultations Summary report of interviews	Willingness of IFE actors and NDBs to participate in consultations and share experiences.

Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
A1.2: Partner selection of 6 NDBs	Final selection of 6 NDBs	Report on the selection	
A1.3: Regional Roundtable organized	Regional roundtables implemented	Summary report of roundtable discussions	Ability of NDBs to travel to attend regional conference; partly dependent on the stability of the (political) environment in the countries hosting the roundtables.
A2.1: Identification of best practices (6 countries)	Systematization of best practices	Systematizing document	Sufficient availability of information about NDBs & other IFE actors and fruitful interactions with IFE actors & NDBs in selected countries.
A2.2: Customisation of best practices	Customisation of best practices to address the specific challenges faced by NDBs in each of the six selected countries.	Systematizing document	Willingness of NDBs and other parties consulted to share documentation, use cases and best practices.
A2.3: Develop draft strategic toolkit	Development of a toolkit which will be tailored to local contexts	Toolkit	The political and regulatory environment in the target countries is conducive to implementing financial innovations for rural communities.
A3.1: Dialogues for implementing strategic toolkit	Exploration of collaboration to channel financing to rural beneficiaries and co-creation of innovative financial solutions	Activity report	Constructive, open, dialogues with IFE Actors and interest to explore partnerships with the objective to increase access to finance to rural communities and smallholder farmers.
A3.2: Pilot implementation (2 countries)	Test financial solutions during 2 pilots to ensure its practicality and scalability	Pilot implementation report	NDBs in the selected countries are willing to implement the toolkit and test solutions designed in the Solution Design phase. Also, the political and regulatory environment in the target countries is conducive to implementing financial innovations for rural communities.
A3.3: Iterations to solution design and pilot evaluation	Solutions piloted are refined and improved based on the results and feedback gathered during the pilot phase	Pilot evaluation report	
A4.1: Strategic toolkit finalization	Toolkit finalized	Final toolkit	The lessons learned from the pilot implementation in two countries are useful for refining and finalizing the toolkit
A4.2: Training, workshops, and support sessions via 2 regional conferences	Regional conferences and workshops implemented in LAC and APR	Reports from knowledge-sharing events	Ability of NDBs to travel to attend regional conference; partly dependent on the political and regulatory environment in the countries hosting the roundtables.

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	A4.3: Knowledge sharing and webinars	Knowledge material developed and shared through Agri-PDB Platform	Documentation uploaded on Agri-PDB platform	Use of effective and accessible communication channels to widely disseminate knowledge materials to relevant stakeholders, including NDBs, Financial Institutions, governmental organizations, and other IFE actors.

Financial governance

Given the selection of a private sector entity as the recipient (see appendix III for details on the competitive selection process), the strictest financial management and governance frameworks are being set in place. These will ensure that IFAD resources are being used most efficiently to achieve the objectives of the programme.

This appendix covers some details on: a. financial management overview; b. financial management systems, and c. audit arrangements.

a. Financial Management System, including accounting specifications

The programme's financial management arrangements and internal control systems will be designed to meet IFAD's requirements, ensuring the efficient and accountable use of resources.

Rabo Partnerships has established robust internal control systems and adheres to international accounting standards, including the use of SAP for managing financial data, and compliance with the International Financial Reporting Standards (IFRS).

Rabo Partnerships will request withdrawals from the Grant through the submission of Withdrawal Applications to IFAD. Funds will be periodically disbursed by IFAD, according to the mechanism defined in the Grant Agreement. The disbursed funds will be managed in a Euro-denominated bank account held by Rabo Partnerships, and a dedicated project administration system will be established. All project-related costs and disbursements will be tracked under a dedicated project code.

Cash flow control will be managed by a dedicated Project Administrator at Rabo Partnerships, responsible for overseeing transfers, expenses, and pending balances. Rabo Partnership's finance and control team, composed of professionals with over 25 years of experience, will supervise the financial operations of the Grant.

Coöperatieve Rabobank, along with its branches and subsidiaries, including Rabo Partnerships, is committed to conducting business with the highest level of integrity. Through its Board of Directors and senior management, Rabobank maintains and continuously enhances its global financial economic crime compliance framework. This framework comprises policies, procedures, minimum standards, and internal controls designed to ensure compliance with the relevant laws and regulations in the jurisdictions where it operates. Rabo Partnerships maintains business relations based on high ethical standards, as outlined in the Rabobank Code of Conduct.

b. Procurement Procedures

Rabo Partnerships adheres to Rabobank's Procurement policies, utilizing the PRISMA Partner Risk and Management Application to ensure their suppliers' high standard.

The programme will follow Rabobank's manual and procedures for procuring goods and services, ensuring that procurement is conducted at competitive market prices and in alignment with the General Provisions Applicable to IFAD Grant Agreements and IFAD Procurement Policy.

Staff and in-house Rabobank consultants will be engaged through a transparent process, with the procurement of goods and services subject to internal review and approval by the finance team. Rabobank's HR policies and guidelines will be applied.

c. Audit Arrangements

Under Section 2:396 of the Dutch civil code, Rabo Partnerships is exempted from presenting its institutional financial statements. Rabo Partnerships will provide a separate Audit Opinion on the SOEs submitted to IFAD. It has been agreed that consultancy days will be billed on a daily fee basis, and the audit will be focused on verifying the actual working days spent on the project. The Audit Opinion on SOEs will be submitted to IFAD within six (6) months following the end of the Recipient's Fiscal Year. Additionally, a project-specific Audit Opinion on the final SOE will be submitted to IFAD by the Grant Closing Date.

Overview of selection process and rationale for selection of private sector recipient

The recipient, Rabo Partnerships, was identified through a competitive selection process. The sponsoring divisions developed a Grant Proposal Identification Form (GPIF) and opened a restricted Call for Proposals (CfP). Institutions were invited based on recommendations from colleagues within IFAD, including LAC and APR Country Directors and Regional Specialists.

The CfP was officially launched on 18 June 2024 and remained open for three weeks, shared via the LAC grants email account, inviting seven organizations to submit their proposals.

A Competitive Selection Evaluation Team (CSET), chaired by a Market and Value Chains Specialist, was formed. The CSET included two technical specialists from the LAC and APR divisions, a Private Sector Specialist from the PMI division, a procurement specialist, and an observer. The selection of invited organizations and the CSET's formation were approved by the LAC Regional Director on 14 June 2024.

The four organizations that submitted proposals, all confirmed eligible through a financial screening conducted via FIRCO Compliance Link, were:

1. Deutsche Sparkassenstiftung für internationale Kooperation (DSIK),
2. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ),
3. International Food Policy Research Institute (IFPRI), and
4. Rabo Partnerships (RP).

Each proposal met the minimum criteria for competitive evaluation, with the selection process adhering to principles of impartiality, transparency, and rigor. The minimum criteria included: (i) A minimum of five years of practical experience in the design and implementation of projects supporting small-scale farmers and rural communities; (ii) Demonstrated ability to create and sustain effective partnerships within the Inclusive Financial Ecosystem (IFE); and (iii) Capacity to engage effectively with relevant local actors in the targeted countries.

The CSET evaluated the proposals according to the following criteria:

1. Technical expertise,
2. Financial capacity,
3. Institutional experience, and
4. Capacity to collaborate with National Development Banks (NDBs) in the targeted countries.

After evaluating the strengths and weaknesses of each submission, the evaluators unanimously selected the proposal from Rabo Partnerships. This decision was based on the following key factors:

Firstly, RP's proposal featured a structured, phased approach that presented a clear and well-organized process for achieving the grant's objectives. The proposal stood out for its ability to systematically break down the programme into progressive stages, ensuring efficient and effective implementation.

Secondly, RP proposed to pilot cutting-edge financial solutions and instruments tailored specifically to the needs of smallholder farmers and underserved communities, demonstrating a forward-thinking approach to addressing the financial inclusion challenges faced by these groups.

Lastly, RP's extensive experience in working with National Development Banks (NDBs) and other financial institutions, particularly in emerging markets, further strengthened the proposal. RP's proven track record of successfully managing similar projects added significant credibility to their ability to deliver the programme's objectives effectively.

Rabo Partnerships is a wholly owned subsidiary of Rabobank, a leading global cooperative bank. Founded by farmers 125 years ago in the Netherlands, Rabobank's expertise in rural development, agricultural finance, and financial inclusion forms the backbone of RP's operations.

Over the past 35 years, Rabo Partnerships has been dedicated to achieving inclusive financial systems in emerging markets. Its work spans multiple regions, supporting financial institutions (FIs), governments, and multilateral organizations in delivering financial services tailored to rural communities and smallholder farmers.

By leveraging Rabobank's deep knowledge and first-hand banking experience, RP can deploy financial and advisory experts to work with local institutions, focusing on building strong partnerships between NDBs, ministries, and private sector actors.

Private sector engagement is pivotal to the success of this grant, as it plays a fundamental role in mobilizing additional capital – essential for extending financial services to underserved rural communities. The private sector drives the introduction of market-driven, innovative financial solutions that are crucial for scaling and sustaining financial inclusion. As a subsidiary of Rabobank, a cooperative bank funded by farmers, Rabo Partnerships operates with a unique blend of private sector efficiency and a mission-oriented approach, focusing on providing access to financial services for farmers, entrepreneurs, and less-privileged populations who have limited access to financial and capital markets.

RP has extensive experience working with NDBs in countries like Brazil, Colombia, Zambia, Vietnam, and India. It has provided technical assistance in designing blended finance structures, implementing credit policy adjustments, and developing financial products aimed at enhancing access to credit for smallholder farmers. These successful initiatives demonstrate RP's capacity to implement the grant's objectives and scale innovative financial solutions across different regions.

Through its work with IFAD on the ABC Fund, RP demonstrated its ability to organize and manage complex financial structures involving both public and private sector stakeholders. This, along with its partnerships with multilateral organizations and regional development banks, solidifies RP's capacity to implement the grant effectively.

In summary, RP's 35 years of experience, its comprehensive understanding of financial solutions tailored to rural smallholders, and its ability to leverage lessons learned across various countries make RP the ideal recipient for this grant. Its strong regional networks and innovative approach will ensure the success of the project, while its global partnerships will help scale the solutions developed under this program.